

## Séance publique du mercredi 29 avril 2015

Convoqué le jeudi 23 avril 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 29 avril 2015 à 14h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, , Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Audrey LLEDO, Annie YAGUE.

### Absents :

Véronique DEMON.

## Délégations du Conseil Municipal au Maire- Modification

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole a entraîné le transfert à cette dernière de la compétence communale en matière de PLU (à l'exception des domaines restant à la charge de la commune en 2015 du fait des conventions de gestion transitoire).

Le transfert de la compétence en matière de PLU entraîne conséquemment le transfert du droit de préemption urbain à la Métropole.

Cette situation peut être problématique dans la mesure où la Métropole ne peut exercer le droit de préemption urbain que pour la réalisation d'opérations d'intérêt métropolitain et, qu'à l'inverse, les communes ne peuvent plus l'exercer pour la réalisation d'opérations d'intérêt communal.

Le code de l'urbanisme permet de remédier à cette situation. Il prévoit en effet la possibilité pour la collectivité titulaire du droit de préemption de déléguer celui-ci à l'occasion de l'aliénation d'un bien (au cas par cas) ou sur une ou des parties de territoire.

Une réflexion va être engagée entre Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres en vue d'identifier des parties de territoire communal sur lesquelles la Métropole pourra déléguer son droit de préemption aux communes.

Dans l'attente, et afin, jusque-là, de ne pas priver la commune d'un moyen important d'action foncière pour la réalisation de projets d'intérêt communal, il est envisagé que la Métropole procède à des délégations à la commune à l'occasion de l'aliénation de biens sur lesquels l'opportunité de réaliser une opération d'intérêt communal existe (délégation au cas par cas).

Le mécanisme de cette délégation suppose que la Métropole approuve la délégation et que la Commune accepte celle-ci avant que la préemption elle-même puisse être exercée.

Une telle procédure doit cependant s'inscrire dans un délai très contraint puisque la décision de préemption doit impérativement intervenir dans un délai de 2 mois suivant la réception de la déclaration d'intention d'aliéner.

Afin, de permettre un traitement optimal de ces situations et d'éviter que des interventions foncières ne puissent intervenir pour une question de délai, il est donc proposé au Conseil Municipal de modifier la délégation consentie au Maire par délibération en date du 24 avril 2014 (n° 2014/ 135) afin de permettre à ce dernier de pouvoir, par décision, accepter au nom de la Commune, les délégations de droit de préemption consenties au cas par cas par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il vous est donc proposé de remplacer le 14 ° de ladite délibération par la rédaction suivante :

*« 14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal. »*

Les délégations qui seront consenties ultérieurement par Montpellier Méditerranée Métropole, non pas au cas par cas, mais sur des parties de territoire ne sont pas concernées par cette délégation. Le Conseil Municipal sera donc amené à les traiter dès que les études les concernant auront abouti.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- De remplacer le point 14° de la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 portant délégations du Conseil Municipal au Maire par la rédaction suivante :  
*« 14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal. »*
- De dire que les autres délégations consenties au Maire telles qu'approuvées par le Conseil Municipal restent inchangées.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 30 avril 2015**